

Finances publiques en Belgique: perspectives 2013-2014

Institut Belge des Finances Publiques
13 décembre 2013

Luc Van Meensel



Research Department: Public Finance Unit



Comptes des administrations publiques

(pourcentages du PIB)

	2011	2012	2013e	2014e
Recettes	49,6	51,0	51,4	51,2
fiscales et parafiscales	43,6	44,8	45,3	45,5
autres	6,0	6,2	6,2	5,7
Dépenses primaires	50,0	51,6	51,0	50,9
Solde primaire	-0,4	-0,6	0,4	0,3
Charges d'intérêts ¹	3,3	3,4	3,1	3,0
Besoin (-) ou capacité de financement¹	-3,7	-4,0	-2,8	-2,8
<i>p.m. Effet des facteurs temporaires</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,1</i>

Sources: ICN, BNB.

¹ Selon la méthodologie utilisée dans le cadre de la procédure sur les déficits publics excessifs.



Soldes de financement par sous-secteur¹

(pourcentages du PIB)

	2011	2012	2013e	2014e
Ensemble des administrations publiques	-3,7	-4,0	-2,8	-2,8
ENTITE I	-3,4	-3,5	-2,6	-2,6
<i>Pouvoir fédéral</i>	-3,4	-3,4	-2,7	-2,6
<i>Sécurité sociale</i>	0,0	-0,1	0,1	0,0
ENTITE II	-0,4	-0,5	-0,2	-0,1
<i>Communautés et régions</i>	-0,2	0,0	0,0	-0,1
<i>Pouvoirs locaux</i>	-0,1	-0,4	-0,1	-0,1

Sources: ICN, BNB.

¹ Selon la méthodologie utilisée dans le cadre de la procédure sur les déficits publics excessifs.

3



Principales explications de l'évolution du solde de financement

► 2013: amélioration à hauteur de 1,2 % du PIB

- malgré la conjoncture défavorable
- incidence positive des facteurs non récurrents à hauteur de 0,8 % du PIB
- baisse des charges d'intérêt
- politique budgétaire très restrictive
 - principalement des augmentations d'impôts par le pouvoir fédéral
 - mais aussi croissance modérée des dépenses (+ recul des investissements des pouvoirs locaux)

► 2014: stabilisation

- disparition des facteurs non récurrents 2013: incidence négative de 0,4 % PIB
- reprise économique
- nouvelle baisse des charges d'intérêt
- poursuite de la politique budgétaire restrictive
 - mesures au niveau du pouvoir fédéral, ainsi que des communautés et régions

4



Principaux facteurs explicatifs des écarts avec les objectifs du gouvernement

► Objectifs du gouvernement en matière de déficits publics

- 2013: 2,54 % du PIB
(marge de sécurité par rapport aux 2,7 % du PIB repris dans la décision du Conseil Ecofin du 21 juin 2013)
- 2014: 2,14 % du PIB

► Principaux facteurs explicatifs

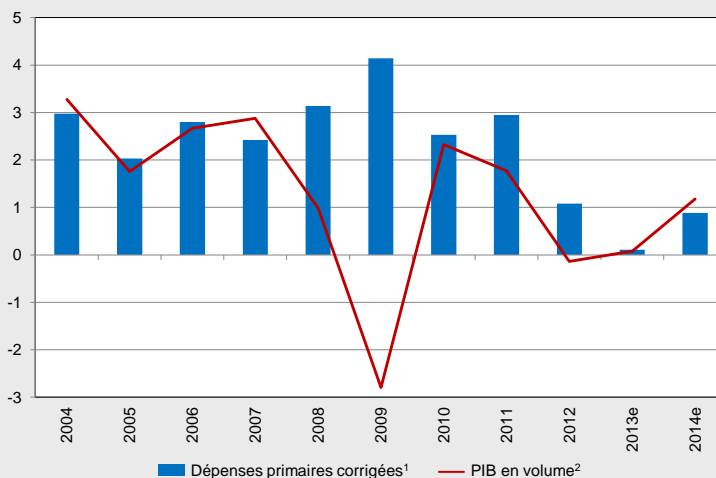
- Pouvoir fédéral
 - Recettes moins élevées qu'attendu en 2013 (effet de base sur 2014)
- Entité II
 - 2013 : déficit des pouvoirs locaux deux fois plus élevé que les 260 millions attendus
 - 2014 : déficit de 0,1 % du PIB (versus objectif surplus de 0,1 %)
 - ♦ déficit des pouvoirs locaux
 - ♦ déficit des communautés et régions (en ce compris l'impact des investissements dans les écoles, financés par un PPP, sur les dépenses de la Communauté flamande)
- Tous niveaux
 - Mesures insuffisamment définies (fraude fiscale, certaines sous-utilisations,...)



5

Dépenses primaires des administrations publiques et PIB

(pourcentages de variation par rapport à l'année précédente)



Sources: ICN, BNB.

¹ Dépenses primaires déflatées par l'IPCH et corrigées de l'incidence des facteurs conjoncturels, non récurrents et budgétairement neutres, ainsi que de l'effet de l'indexation. Ce dernier est l'effet découlant de l'écart entre l'indexation effective des rémunérations de la fonction publique et des prestations sociales, d'une part, et l'augmentation de l'IPCH, d'autre part.

² Données corrigées des effets de calendrier.



6

Dépenses primaires corrigées par sous-secteur des administrations publiques^{1 2}

(déflatées par l'IPCH, pourcentages de variation par rapport à l'année précédente)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013e	2014e
Entité I	3,8	4,5	3,0	3,1	0,8	0,7	0,9
Pouvoir fédéral	4,5	4,2	3,9	2,8	-3,0	0,1	-1,9
Sécurité sociale	3,6	4,6	2,6	3,3	2,4	0,9	2,0
Entité II	2,0	3,6	1,8	2,7	1,5	-0,8	0,9
Communautés et régions	2,5	3,7	1,7	2,0	0,8	-0,4	1,4
Pouvoirs locaux	1,0	3,3	1,9	3,8	2,8	-1,5	0,1
TOTAL	3,1	4,1	2,5	3,0	1,1	0,1	0,9

Sources: DGSIE, ICN, BNB.

¹ Les dépenses des sous-secteurs de l'ensemble des administrations publiques n'incluent pas les transferts qu'ils effectuent entre eux.

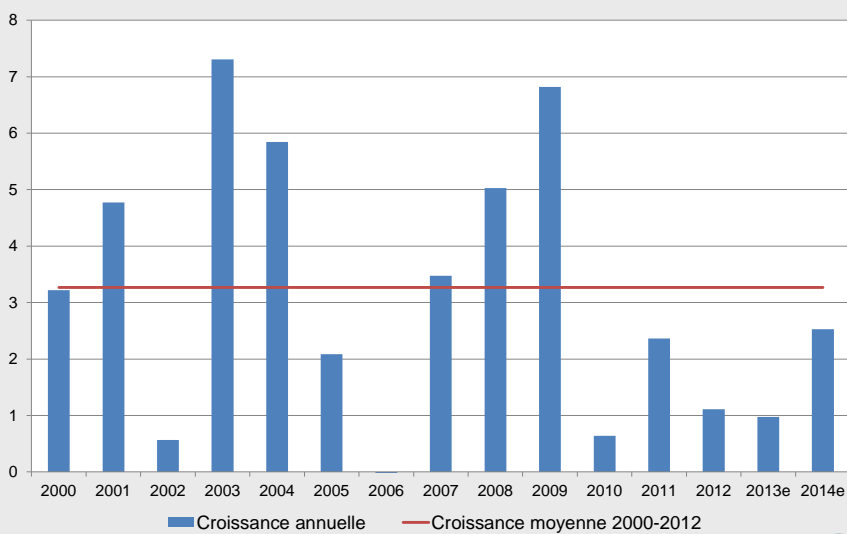
² Dépenses primaires déflatées par l'IPCH et corrigées de l'incidence des facteurs conjoncturels, non récurrents et budgétairement neutres, ainsi que de l'effet de l'indexation. Ce dernier est l'effet découlant de l'écart entre l'indexation effective des rémunérations de la fonction publique et des prestations sociales, d'une part, et l'augmentation de l'IPCH, d'autre part.



7

Dépenses publiques de soins de santé

(déflatées par l'IPCH, pourcentages de variation par rapport à l'année précédente)



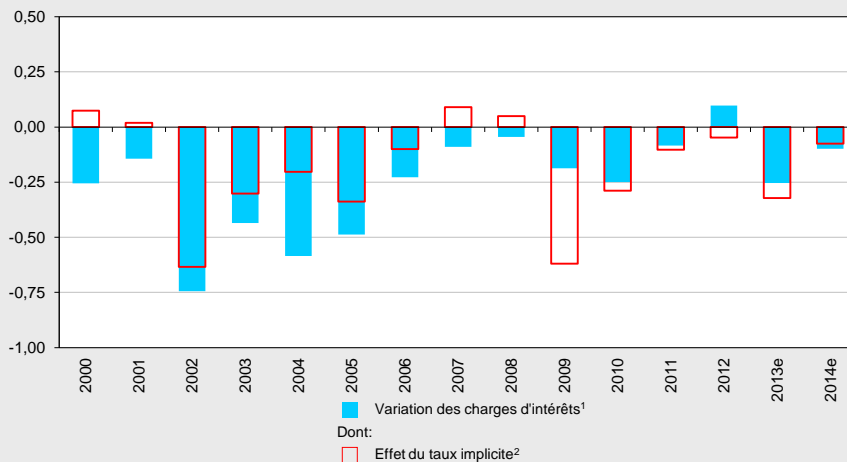
Sources: ICN, BNB.



8

Variation des charges d'intérêts et effet du taux d'intérêt implicite

(variations annuelles, points de pourcentage du PIB)



Sources: ICN, SPF Finances, BNB.

¹ Selon la méthodologie utilisée dans le cadre de la procédure sur les déficits publics excessifs.

² Rapport entre les charges d'intérêts de l'année en cours et l'endettement à la fin de l'année précédente.

9

Dette brute consolidée des administrations publiques

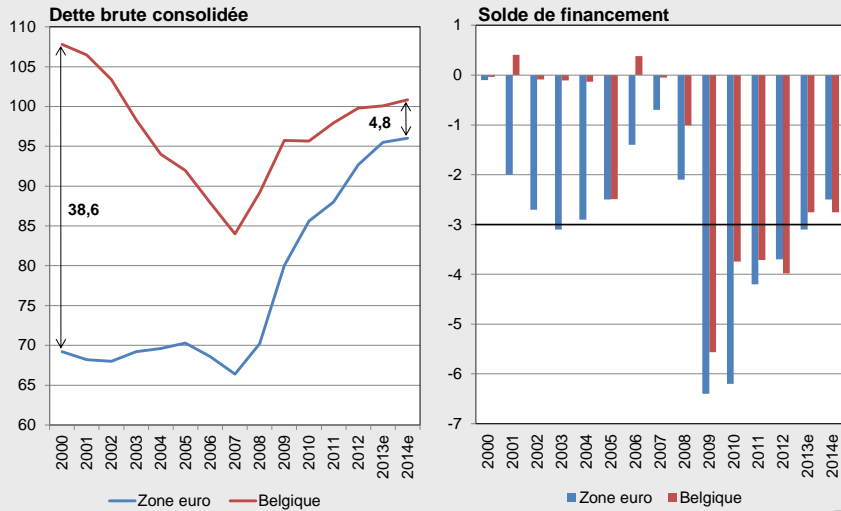
(en pourcentages du PIB)

	2012	2013e	2014e
Niveau de la dette (à la fin de la période)	99,8	100,1	100,8
Variation endogène	2,3	1,1	0,1
Variation exogène	-0,4	-0,8	0,6
FESF	1,2	0,4	0,1
MES	0,3	0,3	0,1
BEI	0,0	0,1	0,0
KBC	-1,1	-0,5	-0,1
Fortis Banque	0,0	-0,9	0,0
RPI	0,0	-0,2	0,0
Gestion de la dette	-0,8	-0,1	0,3
Autres	-0,1	0,1	0,2

Sources : ICN, SPF Finances, BCE, BNB.

10

Dette et solde de financement des administrations publiques (pourcentages du PIB)



Sources: CE, NBB.

11

Merci pour votre attention

12